

Le 5 août 2016

Madame Suzie Cadieux, greffière
Comité permanent des finances de la Chambre des communes
131, rue Queen, 6^e étage
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Madame,

Au nom de Goldcorp, je vous prie d'accepter le mémoire que nous soumettons à l'examen du Comité permanent des finances de la Chambre des communes, dans le cadre de ses consultations prébudgétaires de 2017.

Goldcorp est un important producteur d'or, qui s'efforce de recourir à des pratiques minières responsables, ainsi qu'à une production sécuritaire et à faible coût sur tout le territoire des Amériques. Cette entreprise canadienne, dont le siège est établi à Vancouver (Colombie-Britannique), emploie plus de 16 000 personnes dans le monde entier, dont plus de 4 500 au Canada. Notre impact économique au Canada est énorme : environ 40 % de notre production mondiale provient de nos activités canadiennes, ce qui représente une valeur de plus de 1,5 G\$ d'or produit. Nous dépensons aussi plus de 1,5 G\$ chaque année en produits et en services en vue d'exploiter notre mine Éléonore dans le Nord québécois, nos trois installations et un projet en Ontario, de même que notre projet le plus récent dans notre portefeuille canadien, le projet Coffee Gold au Yukon.

Nous sommes résolus à recourir à des pratiques minières responsables et sommes bien positionnés pour assurer une croissance et un rendement soutenus, un fait inégalé dans l'industrie. L'inclusion concrète de Canadiens autochtones au sein de notre société et de notre économie est une priorité commune du gouvernement fédéral et de Goldcorp. Cette dernière a acquis une vaste expérience de travail et de partenariat avec les collectivités autochtones au Canada. Nous avons établi des ententes de collaboration pour nos quatre mines canadiennes, ce qui équivaut à des partenariats conclus avec plus de 25 collectivités des Premières Nations, qui offrent une rémunération, un partage des revenus, des emplois, la passation de marchés ainsi que des possibilités de formation dans chacune des régions. Pour ce qui est de notre projet le plus récent au Canada, Coffee Gold, au Yukon, nous avons déjà acquis une réputation exemplaire grâce à des mesures d'inclusion et de consultation, ainsi qu'aux efforts faits pour nouer des relations concrètes avec les Premières Nations locales.

Le projet Borden Gold (Borden) de Goldcorp représente la « mine du futur », dans le cadre de laquelle la numérisation, les technologies à faible teneur en carbone, l'énergie renouvelable et

un accent mis sur l'inclusion et la consultation des collectivités locales sous-tendent la viabilité, la durabilité et la rentabilité d'une telle exploitation. Détail important, Borden est destinée à devenir la première exploitation minière entièrement électrique au Canada.

Nous espérons pouvoir discuter de stratégies de succès avec le gouvernement fédéral dans le cadre des trois sujets de discussion dont il est question ci-après.

Veillez agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Brent Bergeron
Vice-président exécutif, Affaires de la société et durabilité
Goldcorp, Inc.

Mémoire prébudgétaire de Goldcorp
Comité permanent des finances de la Chambre des communes, février 2016

Nous avons axé notre mémoire sur les trois principaux sujets de discussion qui suivent.

- 1. Quelles mesures fédérales aideraient les Canadiens en général – et certains groupes en particulier, comme les chômeurs, les peuples autochtones, les personnes handicapées et les personnes âgées – à maximiser, de la manière qui leur conviendrait, leurs contributions à la croissance économique du pays?**

L'inclusion concrète des Canadiens autochtones au sein de notre société et de notre économie est une priorité commune du gouvernement et de Goldcorp. Cette dernière a acquis une vaste expérience de travail et de partenariat avec les collectivités autochtones au Canada.

Notre récente acquisition de Kaminak Gold, qui inclut le projet Coffee Gold au Yukon, présente une occasion d'établir des relations collaboratives et de haut niveau avec les Premières Nations locales et, ainsi, de stimuler le développement économique, de soutenir les compétences et la formation et de fournir une rémunération et un partage des revenus de manière à reconnaître l'utilisation de terres des Premières Nations et/ou de droits ancestraux et issus de traité.

Les programmes fédéraux tels que la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA) peuvent affermir nos efforts et améliorer les résultats pour les Premières Nations, les gouvernements fédéral et provinciaux-territoriaux, de même que le secteur privé. Pour ce qui est des droits et des revendications autochtones, selon notre expérience, quand ces revendications sont réglées, les chances de collaboration fructueuse et mutuellement avantageuse entre le secteur privé et les Premières Nations sont meilleures.

Nous soutenons l'engagement du gouvernement à réaliser les objectifs énoncés dans le récent rapport de la Commission de vérité et réconciliation et, plus précisément, la recommandation 92 (iii), qui demande au secteur des entreprises de donner aux cadres supérieurs et aux employés une formation professionnelle axée sur les compétences interculturelles, le règlement des conflits, les droits de la personne et la lutte contre le racisme. Goldcorp souscrit à cette recommandation et espère pouvoir discuter de stratégies de succès avec ses partenaires du gouvernement fédéral.

2. Quelles mesures fédérales aideraient les entreprises canadiennes – de toutes les régions et de tous les secteurs – à atteindre leurs objectifs d’expansion, d’innovation et de prospérité et, ce faisant, à contribuer à la croissance économique du pays?

Goldcorp loue cet appui renouvelé du gouvernement à l’égard de l’innovation dans le secteur minier. La contribution du Canada à l’effort mondial de lutte contre le changement climatique, *y compris la mise au point et la commercialisation d’énergies et de technologies propres, est à l’évidence une occasion des plus propices pour toutes les régions, et cela inclut les collectivités éloignées et des Premières Nations qui se trouvent à proximité des projets d’exploitation de ressources naturelles.*

Le projet Borden Gold (Borden) de Goldcorp représente la « mine du futur », dans le cadre de laquelle la numérisation, les technologies à faible teneur en carbone, l’énergie renouvelable et un accent mis sur l’inclusion et la consultation avec les collectivités locales sous-tendent la viabilité, la durabilité et la rentabilité d’une telle exploitation. Détail important, Borden est destinée à devenir la première exploitation minière entièrement électrique au Canada.

La mine sera un modèle d’efficacité et d’innovation, à faible empreinte de carbone et rentable. Elle représente aussi une occasion nouvelle et stimulante sur le plan géologique dans un nouveau district minier en Ontario, une nouvelle source de minerai pour le camp Porcupine Gold Mines de Goldcorp à Timmins, ainsi qu’une source de valeur durable pour les employés, les Premières Nations et les collectivités locales. Les plans de la mine sont centrés sur un concept d’exploitation minière durable qui améliore la sécurité, tire profit de la technologie et de l’innovation, réduit les émissions de gaz à effet de serre (GES) et fait participer de manière concrète les intervenants aux activités de planification et d’exécution.

Plus important encore pour le programme d’innovation et de technologies propres du gouvernement, Borden recourra à des technologies émergentes, consommera nettement moins d’énergie et produira des émissions d’une ampleur inférieure à celles d’une mine de taille semblable située ailleurs. Nous prévoyons intégrer une technologie de batteries avancée et nouvelle, non utilisée auparavant dans l’industrie des opérations minières souterraines au Canada. Nous avons terminé une étude de faisabilité qui appuie l’utilisation de véhicules électriques à la mine Borden Gold. **Cette dernière serait ainsi la première mine souterraine entièrement électrique au Canada.** L’élimination du matériel diesel dans une mine souterraine améliore considérablement les conditions de travail de nos employés, réduit les émissions de GES de plus de 70 % et rehausse également la productivité de la mine.

En raison de la hausse du coût des activités commerciales au Canada et de l’avènement de nouvelles technologies dans le secteur minier, Goldcorp doit et peut maintenant *activer* les innovations si elle veut demeurer concurrentielle. Nous collaborons déjà avec d’autres membres de l’industrie et des fournisseurs et comptons sur l’appui du gouvernement pour guider le programme d’innovation et faire la transition vers une économie à faible émission de carbone. L’adoption de technologies à faible taux d’émissions à une incidence sur tous les projets futurs de Goldcorp, y compris le projet Coffee Gold au Yukon, et étaye l’adoption de ces technologies au Canada en général.

3. Quelles mesures fédérales feraient en sorte que les collectivités urbaines, rurales et éloignées du Canada permettent à leurs résidents de contribuer comme ils le souhaitent à la croissance économique du pays et aux entreprises de prendre de l'expansion, de prospérer et de s'assurer une clientèle nationale et internationale afin de contribuer à la croissance économique?

Le secteur minier est le principal élément du secteur privé qui emploie des Autochtones et il sous-tend les économies d'innombrables collectivités éloignées et du Nord. Dans nos études socioéconomiques sur les impacts de nos activités en Ontario et au Québec, nous avons découvert que les quatre mines en exploitation de Goldcorp génèrent ensemble plus de 2 G\$ en PIB par année. Ces impacts et ces emplois touchent principalement des collectivités nordiques telles que Red Lake, Thunder Bay, Timmins, Rouyn Noranda et Val-d'Or, et plus de 25 Premières Nations locales avec lesquelles nous collaborons.

Pour que ces collectivités puissent tirer profit des retombées positives de la construction d'un projet ou d'une exploitation minière, il faut que le cadre réglementaire demeure propice aux investissements de façon à ce que la mine puisse voir le jour. Un investissement minier s'étend habituellement sur une période de quinze ans, depuis l'investissement initial jusqu'à l'extraction, en passant par les travaux d'exploration. Un cadre réglementaire efficace oblige à bien connaître les obligations d'une entreprise dans tout ce processus. Pour ce qui est des consultations menées avec les Premières Nations, les ministères des provinces recourent à des processus environnementaux qui se chevauchent et, dans la mesure du possible, il serait nécessaire de recourir à une approche du type « guichet unique » à l'égard de l'octroi de permis et de licences si l'on veut réduire les doubles emplois. Un cadre stratégique de consultation, au sein d'une évaluation environnementale qui comporte une définition claire des territoires traditionnels et qui vise à rehausser la certitude et la confiance chez tous les partenaires, y compris le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, améliorera les conditions d'investissement et réduira l'incertitude réglementaire au sein de la province. Le partage avec les gouvernements des revenus tirés des ressources naturelles serait un élément important de ce cadre, et il s'agirait d'un partage des redevances sur les ressources que paie l'industrie aux gouvernements avec les collectivités autochtones. Il ne s'agit pas d'une taxe ou d'une redevance additionnelle imposée à l'industrie. Le partage avec les gouvernements des revenus des ressources naturelles offre la possibilité de procurer aux collectivités autochtones davantage d'occasions de participer à l'industrie de l'exploration et de l'exploitation minières, et pourrait contribuer dans une large mesure à l'élimination des disparités socioéconomiques entre les Canadiens autochtones et non autochtones. Par ailleurs, en améliorant et en clarifiant les avantages que retireraient les Autochtones, ces arrangements peuvent donner lieu à plus de certitude pour ce qui est de l'accès commercial aux terres et à la mise en valeur des ressources. Dans un récent document, l'Institut MacDonald-Laurier indique : « L'évaluation environnementale est devenue plus qu'un outil technique pour prévoir et atténuer les impacts d'un projet. Elle se situe maintenant à l'avant-plan des conflits et de la réconciliation entre les peuples autochtones, les gouvernements et les exploitants des ressources. » [TRADUCTION]

Pour ce qui est des consultations, un cadre de principe garantira qu'une évaluation environnementale ne servira pas de substitut à d'autres griefs qui amoindriraient la confiance et freineraient les investissements. Nous sommes conscients qu'il est important d'assurer une surveillance environnementale et qu'il est nécessaire que la réglementation s'adapte et s'oriente vers des normes plus strictes en matière d'environnement et de santé. Les processus environnementaux « qui sont robustes, intègrent des preuves scientifiques, protègent notre environnement, respectent les droits des peuples autochtones et soutiennent la croissance économique et la certitude réglementaire pour les promoteurs

de projet et le public » [TRADUCTION] garantiront enfin de compte la mise en valeur durable des ressources naturelles. Nous prions le gouvernement d'entreprendre toute évaluation environnementale avec célérité et transparence de façon à ce que les investisseurs soient rassurés et informés, et qu'aucun investissement ne soit perdu.

En Ontario, Goldcorp exploite ses activités dans des régions éloignées qui sont parfois déconnectées du réseau et presque toujours insuffisamment desservies du point de vue des infrastructures. De notre propre chef, nous avons construit une ligne de transmission et mis en place une ligne d'alimentation en gaz jusqu'à Red Lake (Ontario). La ligne de transmission relie la collectivité, les Premières Nations et l'industrie au réseau à faible teneur en carbone de la province. La ligne d'alimentation en gaz procure du chauffage à faible coût à une région qui dépendait auparavant du chauffage électrique. Goldcorp a également lancé une coentreprise avec vingt collectivités des Premières Nations, appelée Wataynikaneyap Power Corporation, afin d'aider à connecter le Nord au réseau. Les régions éloignées du Nord ainsi que les collectivités des Premières Nations auront maintenant plus de chances de soutenir leur population, d'attirer des investissements, d'acquérir des compétences et d'obtenir des résultats sociaux positifs, à la condition que tous les échelons de gouvernement s'engagent à favoriser les investissements d'infrastructure qui sont désespérément nécessaires.